Aux Chefs des établissements d'enseignement primaire, secondaire, supérieur, spécial, de promotion sociale et artistique de l'Etat, provinciaux, communaux et libres;

Aux Chefs des centres P.M.S. de l'Etat, provinciaux, communaux et libres;

Aux Chefs de l'administration centrale.

Objet :

Domages causés par des pierrailles projetées par une tondeuse à gazon appartenant à l'Etat.

Réf. : Sin.-4

I. — SITUATION

— Certaines personnes, victimes de la *projection de pierrailles* causée par le maniement d'une tondeuse à gazon appartenant à l'Etat, se retournent en dommages et intérêts contre le Département.

— Elles fondent leurs recours sur les *articles 1382 et suivants* du Code civil.

Les articles 1382 et 1383 (dommages causés par un fait personnel ou une négligence) traitent de la responsabilité pour faute.

L'article 1384, alinéa 1^{er} (dommages causés par le fait d'une chose dont on a la garde) traite de la responsabilité pour vice de la chose.

Il existe donc une différence de fondement entre ces deux systèmes de responsabilité : l'emploi défectueux d'une chose (art. 1382 et 1383) ne se confond pas avec l'emploi d'une chose défectueuse (art. 1384, al. 1^{er}).

II. — CODE CIVIL

— Si la victime fonde son action sur l'*article 1384*, alinéa 1^{er}, elle doit établir le vice de la chose et prouver que ce vice est la cause du dommage.

La preuve du *vice* (toute caractéristique qui rend la chose impropre à son usage normal) est la condition suffisante de la responsabilité du gardien, — même si ce dernier ignore l'existence du vice (caché ou apparent).

La présomption irréfragable de l'article 1384, alinéa 1^{er} ne cède que devant la preuve de la *cause étrangère*, — c'est-à-dire le cas fortuit ou la force majeure, le fait ou la faute d'un tiers ou de la victime elle-même.

Peut-on parler de vice de la chose, s'agissant de pierrailles se trouvant dans un emplacement anormal (la pelouse plutôt que la route ou le sentier) ou suivant une destination anormale (projection dans les airs) ?

Peut-on parler de vice de la chose, s'agissant d'une tondeuse non équipée d'un déflecteur ?

La réponse est incertaine. Qui plus est, la victime éprouvera beaucoup de difficulté à apporter la preuve du vice de la chose et de l'absence de-cause étrangère.

— Si la victime fonde son action sur l'*article 1382* (ou 1383), elle doit établir trois éléments : la faute (ou négligence) du manipulateur de la tondeuse, le dommage et le lien de causalité entre la faute et le dommage.

Etablir le *dommage* et le *lien de causalité* ne présente généralement pas de difficulté.

Qu'en est-il de la *faute* ? Il n'existe ici aucune présomption, mais la démonstration de cette faute chez le manipulateur de la tondeuse peut se révéler plus aisée que la preuve du vice de la chose.

III. — JURISPRUDENCE

Le Département n'a connaissance d'aucune jurisprudence sur cette matière.

Il est vrai que ce genre d'accident n'entraîne le plus souvent que des dégâts minimes et que la victime ne se lance pas volontiers dans une procédure judiciaire à l'issue incertaine.

IV. — RECOMMANDATION

— *En droit*, il importe de contester le principe de la responsabilité de l'Etat en invoquant le cas fortuit, la présence de pierrailles étant pour le manipulateur de la tondeuse un obstacle imprévisible.

Mais, dans certains cas d'espèce, il conviendra de revoir ce point de vue selon les circonstances précises du dommage et selon les arguments avancés par la victime.

— *Dans les faits*, il y a lieu de prendre toutes mesures susceptibles d'éviter un dommage : s'assurer du bon fonctionnement de la tondeuse et l'équiper d'un réflecteur, enlever de la pelouse les corps durs et apparents, etc.

Le Secrétaire général,
A. BILTIAU.

CIRCULAIRE DU 14 NOVEMBRE 1985

Aux Chefs des établissements d'enseignement de l'Etat.

Objet :

Personnel directeur et enseignant, personnel auxiliaire d'éducation et personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat. — Incompatibilités.

Madame,
Monsieur,

Par circulaire du 5 septembre 1984, j'ai attiré votre attention sur les dispositions des articles 57 à 60 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des enseignants de l'Etat, et sur les dispositions des articles 25 et 26 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971, fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion.

A la suite de cette circulaire, plusieurs membres du personnel ont introduit la demande prévue par ces dispositions réglementaires.

Toutes les demandes que j'ai reçues ont été examinées par la Commission des incompatibilités. Celle-ci a émis, dans chaque cas, un avis circonstancié.

En comparant le nombre de demandes reçues au nombre de demandes introduites auprès de la commission prévue par l'article 2 de la loi du 8 février 1974, par exemple, je constate que certains membres du personnel contreviennent aux dispositions évoquées ci-dessus.

C'est pourquoi il me paraît opportun de vous inviter à rappeler à tous les membres du personnel repris sous rubrique les dispositions visées ci-dessus de manière à ce qu'ils puissent s'y conformer.